

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 247 - VENDREDI 13 MARS 2015

PÂQUERETTE TÊTE EN L'AIR

Depuis deux semaines, les grues traversent
mon ciel en provenance du sud.
Des nouvelles du Mali ? du Nigéria ?
Ce serait sympa les filles : je n'ai que la télé...

AGENDA MILITANT

→ 14 mars

Paris [Contre l'austérité
assiégeons la Banque de France](#)

→ 18 mars

Rennes [Contre l'austérité](#)

→ 21 mars

Paris [Contre tous les racismes, l'égalité ou rien !](#)

→ 24-28 mars

[Tunis FSM](#)



À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Santé : "la logique aveugle de l'austérité"](#),
François Asensi

→ Monde, Europe

[Médias, psychose de la guerre,...
et droit au débat](#)

Le FN, la morale et la politique

On croyait tous les adversaires du Front national convaincus : ce ne sont pas, ce ne sont plus, les leçons de morale qui peuvent venir à bout du parti de Marine Le Pen. Mais non ! Un homme feint de ne pas le savoir : le premier ministre. Si le parti d'extrême-droite atteint les 25 % dans les sondages, c'est, dit-il, que les Français sont "endormis" et que les "intellectuels" sont frappés de mutisme. Nos anticorps collectifs n'agiraient plus contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme et la démagogie. On retrouve là le discours des années 1980 : "Touche pas à mon pote !". Sauf à prendre Manuel Valls pour ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire ignorant des innombrables études sur les causes de la progression du FN, il faut bien s'interroger sur ses arrière-pensées. On aperçoit immédiatement la tactique. Crier "le fascisme est aux portes de l'Elysée !" peut avoir un effet mobilisateur à deux semaines des départementales. C'est aussi mettre en difficulté le fameux "ni ni" de la droite. Il en appelle au "camp républicain". Dans une note à la Fondation Jean-Jaurès, Jean-Marie Le Guen va jusqu'au bout de cette logique en revendiquant un "UMPS, c'est la République !". Un jeu dangereux, car c'est précisément ce mot d'ordre du FN qui a fait mouche.

Et c'est ici qu'il nous faut aller plus loin que l'aspect simplement tactique. Si dans leur construction idéologique, MM. Valls et Le Guen pointent la responsabilité du peuple et celle des intellectuels, ils oublient le gouvernement, et sa politique économique et sociale. Ils font mine d'ignorer que c'est moins le FN qui progresse que le Parti socialiste qui s'effondre. Ils occultent la déception d'une partie de leur électorat qui ne voit pas de politique alternative à l'horizon, et qui n'a pas vu de véritable changement de cap avec l'élection de François Hollande. L'argument majeur de Marine Le Pen, c'est ça ! Le sentiment d'impuissance partagé par une partie de nos concitoyens. C'est le discours commun à l'UMP et au PS qui fait de la réduction de la dette l'alpha et l'oméga de toute politique. C'est le libéralisme et la politique d'austérité sans échappatoire. Avec un FN à 10 % ou moins, les leçons de morale et la stigmatisation de ses électeurs pouvaient suffire. A 25 %, c'est autre chose qui se joue. Manuel Valls tente de détourner l'attention de nos concitoyens sur les effets de sa politique. La ficelle est grosse et dangereuse.



● Denis Sieffert, directeur de *Politis*

Au coeur du libéralisme, l'égoïsme et la cupidité

Dans le cadre du séminaire de Montluçon consacré à la construction d'un communisme de nouvelle génération, le généticien Axel Kahn a présenté ses réflexions sur la construction du libéralisme politique et économique sur le temps long. Voici une synthèse de son propos.

Partant des conditions dans lesquelles, au XVII^e siècle, le libéralisme s'impose dans la pensée économique déjà millénaire, je vais tâcher d'évoquer le bouleversement considérable que cette pensée introduit et la suite des événements qui nous mènent à la situation actuelle.

La raison pour laquelle j'ai écrit le livre *L'homme, le libéralisme et le bien commun* est que, depuis des décennies, une ligne directrice de ma pensée concerne la définition, les limites, les critères de l'Humanité. Qu'est-ce qu'il y a d'humain en nous ? En quoi cela nous différencie-t-il des animaux, qui ne sont pas humains ? En quoi les progrès de la médecine et des techniques biologiques peuvent-ils attenter à ce qu'il y a d'humain en nous ? C'est véritablement la question de l'éthique qui se pose. Dans un autre ouvrage, *L'homme, ce roseau pensant*, j'explique ma vision de l'émergence de l'humain et j'indique, comme d'autres l'on proposé avant moi, que l'humain débute forcément au pluriel. Il faut qu'il y ait une économie d'humains pour que les individus de cette économie s'humanisent les uns les autres. Karl Marx a dit : « *l'homme, c'est la société*

de l'homme » ; je reproche à Karl Marx, au-delà de cette citation qui est juste, de n'avoir pas ajouté : la société de l'Homme est faite d'hommes individuels. C'est ma conviction profonde. Et à ce titre, évidemment, tous les échanges font société et font humanité.

Le premier des échanges auquel on pense, c'est évidemment l'échange des concepts, des informations tel qu'il est

permis avec une extraordinaire efficacité, par la parole, par le langage. Mais il ne faut pas négliger l'importance de l'échange de biens. Or, la science de l'échange des biens, cela s'appelle, au moins dans les temps modernes, l'économie. Si bien que m'interroger sur l'économie est totalement dans la lignée de mon interrogation philosophique sur ce qui nous fait humain. Ma pensée dans le domaine de l'éthique est : ●●●



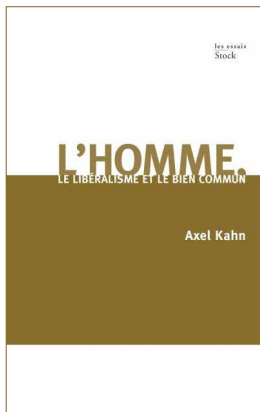
A. Kahn à Montluçon
(© La Montagne)

Axel Kahn, chercheur engagé

Généticien et essayiste, Axel Kahn a été directeur de recherche à l'Inserm, président d'université, membre du Conseil consultatif national d'éthique. Il a publié de nombreux ouvrages de vulgarisation scientifique. Il est en particulier connu pour ses prises de positions philosophiques mais aussi politiques sur la médecine et les biotechnologies, par exemple sur le clonage et sur les OGM.

Ces dernières années, il a notamment écrit *Faut-il légaliser l'euthanasie* (éditions Odile Jacob, 2010), *Les âges de la vie* (éditions La Martinière, 2012), *Un chercheur en campagne* (éditions Stock, 2012), *L'homme, le libéralisme et le bien commun* (éditions Stock, 2013) ou encore *Pensées en chemin. Ma France des Ardennes au Pays basque* (éditions Stock, 2014).

Pour en savoir + : <http://axelkahn.fr/>



Éd. Stock
208 p. - 18 €

●●● qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui ne l'est pas, à quel titre ça l'est ou ça ne l'est pas... Vous imaginez bien que si je n'étais pas capable d'inscrire cette pensée dans la réalité économique du monde, si j'évacuais totalement la dimension de l'intérêt économique, la dimension de l'argent, cette pensée serait inconséquente et insignifiante. Si bien qu'il était absolument essentiel de faire un détour, et plus qu'un détour, par le monde de l'économie pour expliquer la raison pour laquelle j'ai écrit cet ouvrage.

Au XVII^e siècle : naissance d'une conception de l'homme

Jusqu'au XVII^e siècle, il n'y avait pas eu, jamais, de séparation entre la pensée économique et la pensée des communautés, notamment des communautés religieuses. On peut parler réellement d'une économie théologique, qui entraîne comme conséquence que les finalités de l'économie vont de soi. La finalité du bien commun de l'économie va de soi et l'économie devient la science de l'échange des biens dans le but de permettre la satisfaction des besoins individuels des individus tout en garantissant, en même temps, le bien commun de la communauté. L'économie, c'est la science de l'échange des biens dans une société de relative pénurie (puisque'il n'y a pas d'économie dans une société de totale abondance).

Le libéralisme naît, au départ, d'une réflexion philosophique, il est fondé sur une anthropologie, une conception de

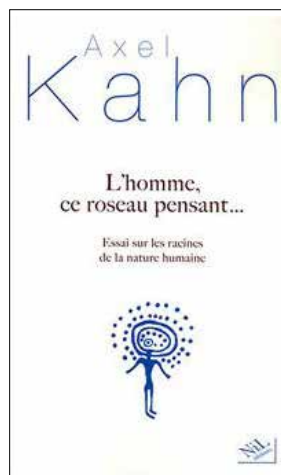
l'homme. Cette pensée est celle des droits naturels. L'homme est un être de nature, il a des capacités intellectuelles remarquables mais il est un être de nature, comme les autres êtres de nature, et en tant que tel, il a des droits naturels : le droit de préserver sa vie, le droit de satisfaire ses besoins, le droit d'assouvir

**Avec l'avènement
du libéralisme
au XVII^e siècle, qui part
de la conviction que
les êtres sont égoïstes
et cupides, la question
est : outre la satisfaction
des intérêts individuels,
faut-il poursuivre le bien
commun qui allait
de soi précédemment ?**

ses plaisirs et, en tant qu'être de nature, il est, pas seulement mais aussi, égoïste, cupide et violent, même s'il peut être autre chose. On ne peut concevoir une société qui serait bâtie pour un être différent de ce qu'il est réellement. La pensée libérale est basée sur cette conception, partagée par la totalité des libéraux : comment bâtir une société pour un être de nature, qui a des droits naturels à satisfaire, fondamentaux, et qui est aussi un citoyen égoïste, cupide et violent ?

Cette pensée va déboucher sur une conception de l'organisation politique, le libéralisme politique. Il n'y a pas de conception politique, d'organisation de la société politique (c'est abordé dès le début par les pères du libéralisme du XVII^e siècle, John Locke, Thomas Hobbes) sans l'économie qui permet, notamment, aux êtres de défendre et de satisfaire leurs intérêts, leur cupidité et leur égoïsme. La raison pour laquelle cette pensée philosophique est bouleversante par rapport à l'histoire multiséculaire de l'économie est qu'elle pose d'emblée la question du bien commun. Lorsqu'antérieurement, peu ou prou suivant les religions et les sociétés, existait la conception que l'humain était un être privilégié, à l'image de Dieu, co-dépôtairaire d'une partie de sa co-divinité, la question du bien commun, c'est-à-dire la question de la satisfaction de la communauté, allait de soi. Dans la réalité, ce n'était pas le cas, mais en tout cas, dans la pensée, cela allait de soi. Dans la philosophie des droits naturels du libéralisme, cela cesse d'aller de soi et la question devient : faut-il qu'une société d'êtres égoïstes et cupides poursuive néanmoins, outre la satisfaction des intérêts individuels, le bien commun et si oui, comment faut-il le faire ? Voilà quel est le dilemme originel de la pensée libérale à partir du XVII^e siècle.

Le bien commun est - si on le définit en quelques mots - tout ce qui n'est pas la somme de la satisfaction des intérêts individuels. Nous verrons que tout ●●●



NIL éditions
336p – 20,50 €

●●● un courant du libéralisme considère que le bien commun n'existe pas : il n'est que la somme des intérêts individuels. Or, on peut démontrer que tel n'est pas le cas puisque les intérêts individuels tels qu'ils sont défendus par les mécanismes de marché sont incapables de prendre en compte, en particulier, notre responsabilité par rapport aux générations futures, c'est-à-dire le souci écologique, la protection de la nature. Incapables de prendre en compte la satisfaction des besoins élémentaires de tous les êtres qui sont hors marché, de soigner ceux qui ne peuvent pas acheter les médicaments, de nourrir ceux qui ne peuvent pas s'acheter suffisamment de nourriture, etc. Par ailleurs, plus prosaïquement, il existe des grands travaux d'intérêt général qui sont difficilement satisfaits par la somme des intérêts individuels. Donc la question est celle-là : faut-il dans une société libérale, poser la question du bien commun ?

D'un point de vue politique, la pensée originelle des droits naturels a été considérablement transformée par un philosophe libéral, David Hume, sans doute un des très grands philosophes de l'histoire de la pensée. Il y a des traits communs à tous les courants du libéralisme sur les trois siècles qui viennent de s'écouler. Ces droits naturels sont les droits à la liberté et à la propriété. Néanmoins, si on ne peut pas déléguer une

partie des droits naturels à un souverain - le peuple souverain, un roi constitutionnel, la République, peu importe ici -, alors, ce sera la lutte de chacun contre chacun, société dans laquelle l'homme sera un loup pour l'homme (Hobbes).

**Au XVIII^e siècle,
deux lignages libéraux
se distinguent : celui
d'Adam Smith, qui
pense que cette société
d'homme égoïstes
et cupides doit trouver le
moyen de garantir
le bien commun,
et celui qui pense
qu'il faut libérer
toutes les cupidités.**

Donc il faut qu'il y ait une société libérale avec un souverain qui garantisse les droits naturels et qui soit entouré de systèmes l'empêchant de ne pas garantir les droits naturels. C'est un élément commun à tous les courants du libéralisme, à l'origine.

Au XVIII^e siècle : deux courants libéraux

La différence se met en place de manière extraordinaire dès le début du

XVIII^e siècle à travers deux lignages. Le premier est celui du père officiel du libéralisme, Adam Smith, puis celui des utilitaristes, après les pères fondateurs du XVII^e siècle. Ils pensent que l'homme est égoïste et cupide, mais qu'il faut faire en sorte que cette société d'hommes égoïstes et cupides trouve le moyen de garantir le bien commun.

En face, il y a une autre pensée, définie par un pamphlétaire de grand talent, Bernard Mandeville, un Huguenot, d'abord réfugié aux Pays-Bas, puis émigré en Écosse (le libéralisme naît en Écosse), qui publie en 1714 un petit pamphlet *La Fable des Abeilles, ou comment les vices privés font les vertus publiques*. Sa morale est la suivante : ceux qui veulent la vertu doivent commencer par savoir «manger du gland». Par conséquent, si vous voulez une société prospère, il y a une chose qu'il ne faut pas faire, c'est vous intéresser au bien commun et à la vertu. Au contraire, libérez toutes les cupidités, vous libérez toutes les énergies ; *in fine* tout le monde y trouvera son compte et tout le monde progressera.

Ce sont là les deux courants initiaux de l'histoire du libéralisme. Et tout va évoluer jusqu'à ce que le courant de Bernard Mandeville, le courant de la fable des abeilles, l'emporte dans le monde actuel. ●●●

●●● Au XIX^e siècle : siècle terrible pour la classe ouvrière

Passons au XIX^e siècle. Il voit persister les deux courants : un libéralisme normalement soucieux du bien commun - avant tout représenté par l'école philosophique et économiste des utilitaristes anglais - et un courant plus intégriste, favorable à l'idée selon laquelle les vices privés sont les vertus publiques, c'est l'école française. Ainsi, l'idée selon laquelle tout le mal vient des anglo-saxons est fautive : en matière de libéralisme, les Français ont toujours été les plus intégristes. Et c'est en France qu'est née la lecture la plus intégriste. Initialement, avec Bernard Mandeville, c'est Jean-Baptiste Say, en France, qui est l'inventeur de l'idée selon laquelle les marchés sont autorégulateurs, que s'il n'y a pas d'intervention de l'État, ceux-ci permettraient d'éviter toutes les crises. Lorsque un Président de la République, il y a peu de temps, a le culot de parler d'un "socialisme de l'offre", il n'a pas lu la théorie de l'offre, il se comporte en ignare. La loi de Jean-Baptiste Say est une des bases de l'évolution actuelle du libéralisme.

Un autre personnage va jouer un rôle important dans l'évolution intégriste du libéralisme, un Français toujours : Frédéric Bastiat, un partisan de Cavaignac, le massacreur de 1848. Son influence est considérable. D'ailleurs, il était l'auteur préféré de Ronald Reagan, qui

le considérait comme le plus grand économiste. Ce n'était pas vraiment un économiste, mais plutôt un pamphlétaire antisocialiste et pro-libéral, pourfendeur de l'État. Les libertariens américains, qui sont pour un État presque totalement absent, se réclament de Frédéric Bastiat.

À la fin du terrible XIX^e siècle, Karl Marx formule la meilleure critique du capitalisme productif à l'heure du libéralisme, mais il n'indique pas ce qui va maintenir la communauté d'intérêts du prolétariat après la prise du pouvoir.

En réalité, au-delà de l'opposition entre ces deux courants, le XIX^e siècle est un siècle terrible pour la classe ouvrière et pour les classes laborieuses. L'idée selon laquelle les mécanismes - ou bien l'intervention de l'État telle que les utilitaristes le veulent, ou bien alors des "mécanismes autorégulateurs" - suffisent à créer une société équilibrée où tout le monde trouve son compte est totalement contredite par la réalité. La réalité, c'est le travail

des enfants à partir de six ans (et il faut attendre 1820 pour que cet âge du travail des enfants soit reculé à huit ans). C'est, depuis la loi Le Chapelier en France et une loi équivalente en Angleterre, l'interdiction du droit d'association, du droit de grève. René De Villermé, faisant une étude dans le milieu textile de Mulhouse, note qu'à ce moment là il y a encore une mortalité infantile considérable : alors que chez les patrons des fabriques de textile la moitié des enfants arrivent à l'âge de vingt ans, la moitié meurt avant deux ans dans les classes laborieuses. C'est ce que racontent Charles Dickens en Angleterre et Émile Zola en France.

Évidemment, cela entraîne des révoltes. D'abord des révoltes spontanées, qui viennent non pas de la classe ouvrière qui est en train de se constituer, mais avant tout des artisans car les artisans ont une organisation : ce sont les luddites en Angleterre, ce sont les canuts à Lyon. Et puis, secondairement, à travers les sociétés d'entraide mutuelle, les premiers syndicats commencent à se créer. En réaction à cette situation épouvantable de la classe ouvrière, des idées socialistes, relativement plus anciennes, datant de Marcus Babeuf ou d'autres, se mettent à apparaître, socialistes, utopiques - Robert Owen en Angleterre, Charles Fourier en France, Proudhon par exemple - et puis le marxisme. Parmi ces réactions qui vont aboutir à une ●●●

●●● mobilisation ouvrière de plus en plus importante, à une organisation syndicale, à des combats extraordinaires, il y a petit à petit des gains sociaux : reconnaissance du droit de grève, limitation de la durée du travail... tout cela par la lutte, et souvent par la lutte sanglante.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'à cette période, dans la pratique, l'idée du monde

libéral c'est "Enrichissez-vous !". La loi Le Chapelier, de 1791, interdisant le droit de grève et le droit de réunion, se fait au nom, totalement abstrait, de la profonde égalité entre tous les êtres : il ne faut pas qu'il y ait une coalition des ouvriers contre le pauvre patron qui, lui, sera seul ! C'est évidemment totalement absurde, mais il faudra attendre 1864 pour que la loi Le Chapelier soit sup-

primée, et 1884 pour que la grève soit autorisée.

L'apport de Marx et ses limites

Parmi les courants du socialisme, il y a l'apport considérable de Karl Marx qui est considéré par tous les économistes comme l'un des connaisseurs les plus remarquables du libéralisme de son temps, celui d'Adam Smith, de Ricardo, tel qu'il existe dans les années 1830-1840. Karl Marx n'a pas d'égal, sans doute, dans la perspicacité avec laquelle il démonte les mécanismes du libéralisme.

Ce qui est nouveau, avec Karl Marx, c'est de parler du capitalisme productif lié au progrès à l'heure du libéralisme. C'est lui qui démontre, mieux que l'avait fait avant lui Adam Smith, les mécanismes de concentration, les risques de monopoles. C'est lui qui démontre bien la tendance, la baisse tendancielle du taux de profit. C'est lui qui met le doigt sur l'émergence d'un capitalisme parasitaire, comme il le dit. La financiarisation actuelle de l'économie nous montre combien cette vision est absolument remarquable.

Cependant, il y a de nombreux pays qui au XX^e siècle ont adopté une économie reposant en principe sur les principes marxistes, et ce ne sont pas ces pays qui l'ont emporté. D'ailleurs, les derniers pays communistes, politiquement parlant, sont devenus, économiquement parlant, les plus libéraux de tous les pays. Comment expliquer cela ? Pour moi, la faiblesse principale qui explique cette évolution est que s'il existe chez Marx une extraordinaire puissance et une grande perspicacité de l'analyse économique ●●●

Axel Kahn reprend ici un reproche bien connu fait à Karl Marx (souvent à la place d'une critique de ceux qui se sont revendiqués de lui) : en affirmant que « *l'essence humaine, c'est l'ensemble des rapports sociaux* » (et non pas que « *l'homme, c'est la société de l'homme* »), Marx n'aurait pas conçu que « *la société de l'homme est faite d'hommes individuels* ». Et il en résulterait une impasse philosophique dans la mesure où l'existence d'une société communiste conditionnerait l'existence d'un homme communiste, et où l'existence d'un homme communiste conditionnerait l'existence d'une société communiste.

Différentes lectures de Marx sont possibles, et l'une d'elles contredit Axel Kahn : dire que l'individu se construit au travers de son rapport au monde, par ses rapports sociaux, ne revient pas à négliger sa construction individuelle ; par contre, cette idée est puissante dans la mesure où elle est diamétralement opposée à l'idée du libéralisme économique d'un homme qui se construirait seul, sous le sceau (unique) de son égoïsme et de sa cupidité. Et d'ailleurs, une autre célèbre citation contredit la critique de Marx sur ce point : « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux: ils la font dans des conditions directement données et héritées du passé.* » Tout cela n'a rien à avoir avec le déni de l'existence d'un homme biologique. Ainsi, les hommes sont à la fois déterminés par leur culture, leurs rapports sociaux, et libres de déterminations. Reste que le chemin reste long pour définir une stratégie d'émancipation qui travaille simultanément l'émancipation individuelle et l'émancipation collective.

● Gilles Alfonsi

Sur ce sujet, lire l'ouvrage de Lucien Sève, « *L'homme* » ?, aux éditions La Dispute (2008).

●●● du libéralisme économique, et même une prévision de ce qu'il deviendra, il me semble que Marx est beaucoup plus discutable dans sa vision de la société qu'il s'agit de créer. Beaucoup plus discutable pour plusieurs raisons.

La première raison, c'est celle de la motivation. On comprend bien que l'enthousiasme révolutionnaire, lorsque le prolétariat a pris le pouvoir et est parvenu à la propriété collective des moyens de production, va créer une motivation tout à fait extraordinaire. Cela étant dit, ce n'est pas éternel, et, ensuite, la nature de la motivation est un problème majeur dès lors que la satisfaction d'intérêts personnels est plutôt disqualifiée. Régulièrement, la totalité des pays qui ont choisi le communisme se sont trouvés face à des problèmes de l'ordre de la productivité, et donc de compétitivité. Et donc, pour des raisons économiques, ils ont été enclins à se protéger, et donc à fermer les frontières, et ils ont créé un cercle vicieux qui certainement a contribué à la situation.

La deuxième raison, c'est que si Karl Marx est très convaincant lorsqu'il démontre que l'aliénation, l'exploitation croissante du prolétariat, qui créent un intérêt objectif à se révolter, à prendre en mains son destin et à prendre le pouvoir, en revanche Marx est faible concernant les éléments qui vont maintenir la cohérence, la communauté d'intérêts du prolétariat une fois que celui-ci aura pris le pouvoir. D'ailleurs, Karl Marx l'a bien saisi puisque, pour lui, la dictature du prolétariat, qui est la première phase qui suit la prise du pouvoir, est certes un moyen de se défendre contre les menées de

ceux qui ont été vaincus, mais aussi un moyen de surmonter les contradictions qui peuvent naître dans cette société.

Plus grave à mon sens, il y a une vraie aporie philosophique, une vraie inconséquence. Dans la vision de Karl Marx, la modification des rapports de production est sensée moduler l'homme. En effet, Karl Marx dit : « *l'homme, c'est la société de l'homme* » sans rajouter, et sans penser sans doute, que la société de l'homme est faite des hommes individuellement. Il n'y a pas de nature humaine pour Karl Marx : la nature humaine est éminemment le résultat des rapports de production au sein de la société. C'est ainsi la société qui module réellement une nature humaine absolument évolutive, qui ne préexiste pas. Selon cette pensée, la modification des rapports de production créant une société communiste va faire émerger un homme communiste dont les qualités morales seront à ce point modifiées que l'on pourra connaître une société qui vivra selon le principe de « *à chacun selon ses besoins* », et non plus « *à chacun selon ses moyens* ». Ce qui est bien décrit, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat et la dictature du prolétariat, mais on est très loin de la société communiste : tant qu'il n'y a pas de société communiste, on ne voit pas pourquoi l'homme communiste va émerger, et tant qu'il n'y a pas d'homme communiste, on ne voit pas comment la société communiste peut émerger.

De l'évolution selon Darwin à l'évolutionnisme libéral

Mais revenons à l'histoire du XIX^e siècle. À part le libéralisme dont je viens

de parler, un autre événement va intervenir de manière considérable : c'est Darwin et la théorie de l'évolution. Dans le monde de nature, Darwin nous dit que l'évolution des espèces est liée au mécanisme de la lutte pour la vie, faisant que les plus aptes persistent alors que les autres sont supprimés, disparaissent. Or, en même temps que Darwin, qui se garde absolument d'étendre sa pensée à la société humaine, à l'économie, d'autres n'ont pas ces réticences. Notamment un philosophe très important, Herbert Spencer.

Pour Spencer, la société humaine est une société vivante, une société de nature. La lutte pour la vie est reflétée par la société capitaliste libérale : les plus aptes détruisent les moins aptes, ce qui aboutit à un progrès, car ce sont les espèces les plus fortes qui l'emportent toujours. De la même manière, la compétition généralisée de la société libérale capitaliste doit, seule, aboutir à un progrès. Et une morale évolutionniste dira : c'est le progrès ! Par conséquent, tout ce qui s'oppose au progrès doit être combattu : les mécanismes d'entraide sociale sont immoraux puisqu'ils empêchent l'avènement d'un progrès moralement désirable. Ainsi, la morale évolutionniste va jouer un rôle important dans la nouvelle forme que va prendre le libéralisme.

● Mis en forme par Cerises

Seconde partie
à paraître
dans *Cerises* n°249
le 27 mars 2015

Actualité

Élise Lucet sur *France 2*, à une heure de grande écoute, a procédé à une dénonciation en règle des prédatons de l'actionnariat sur le travail et les humains. Afin qu'il n'y ait pas d'équivoque, elle ne se contente pas de dénoncer des *patrons voyous* comme s'il y avait un actionnariat vertueux mais elle montre comment de braves retraités canadiens dont la pension en dépend, sont, sans le vouloir, complices de prédatons commises par les fonds de pensions. C'est bien le système qui est en cause. Dommage que les formations politiques et syndicales ne tentent pas d'en faire davantage une réponse à la crise. Celles-ci dénoncent au coup par coup les méfaits mais ne font pas du système la cible des luttes. Je crains que, par souci de réalisme, l'autocensure des forces qui se réclament de l'alternative fasse des ravages. Cette lacune nourrit un sentiment d'impuissance et bénéficie à la démagogie lepéniste dont le discours apparaît comme le seul qui n'aurait pas encore été mis à l'épreuve de la réalité.

L'acharnement de la BCE et de l'Union européenne pour contrecarrer les exigences issues du suffrage universel en Grèce pousse à s'interroger sur la nature de la solidarité qu'il est possible de développer et sur ce qui pourrait nous arriver si nous nous engageons dans le même refus de l'austérité.

Qu'est-ce que la radicalité, si ce n'est prendre le mal à sa racine ? Si l'austérité est la cause immédiate de ce que nous subissons, elle n'en est pas la racine. La racine est, comme l'a montré la télé (une fois n'est pas coutume) la maîtrise des flux financiers. Qui les maîtrise ? Les prédateurs ou celles et ceux qui n'ont que le travail comme source de revenus et qui font vivre la planète ? Nous revoici face à des thèmes qui, hier, pouvaient paraître abstraits : qui maîtrise les leviers de l'économie ? Quelle Europe ? Faut-il s'incliner devant

la loi du capital ou faire de la question de la maîtrise des flux financiers et de l'économie un objectif de lutte ? Comment les peuples peuvent-ils sauvegarder leur indépendance, élargir leurs pouvoirs et coopérer ensemble ? Les termes dans lesquels les problèmes politiques sont définis sont un terrain d'affrontement. Ce combat est-il mené ? Sans redéfinir les enjeux, il n'y a pas de processus transformateur. Ne pas tout écrire à l'avance n'est pas naviguer sans boussole.

Ce n'est pas la seule question que nous pose cet affrontement. Là encore l'expérience grecque nous interpelle. Si l'opinion découvre Syriza par le fait électoral, ce n'est pas par lui que tout a commencé. À l'origine, il y a une multiplicité de luttes, de mouvements du type "Syntagma", de mises en coopératives. L'émergence de nouvelles pratiques a conduit à ne pas en rester à la protestation et à vouloir investir le champ politique. Un forum de la désobéissance qui vient de se tenir près de Grenoble témoigne de la présence de cette quête. À la veille d'une élection départementale dont tant de personnes se demandent à quoi elles servent et dans un pays où l'on vote tous les ans, ne pas s'enfermer dans une logique institutionnelle qui absorbe luttes et énergies devient une question clé.

Ici est l'utilité d'une organisation de dimension nationale : sortir la vie politique de son bégaiement en transformant ce qui pour l'instant reste de l'ordre de discussions privées, de repas de familles, de débats et écrits en marge, en autant d'axes de rassemblements. Ce serait faire reculer un sentiment d'impuissance trop partagé.



● Pierre Zarka

B

Comme Bloc historique

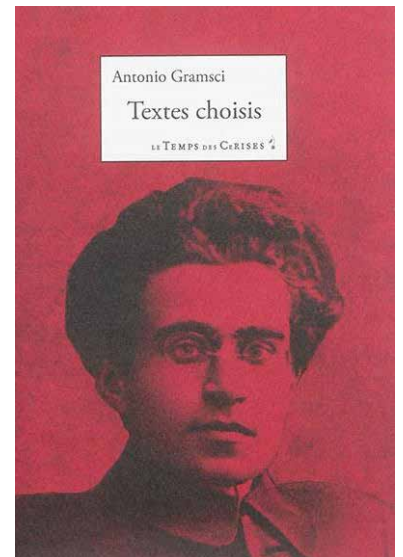
Antonio Gramsci recourt à la notion de “bloc historique” à plusieurs reprises, particulièrement quand il aborde la question du Mezzogiorno. Ce faisant, il enrichit sérieusement le marxisme (qu’il nomme « *la philosophie de la praxis* ») en pensant spécifiquement la politique, la question du pouvoir. S’appuyant sur Lénine et la notion d’hégémonie, il pousse celle-ci plus loin. L’hégémonie, selon lui, repose non seulement sur la capacité du bloc au pouvoir à exercer sa domination sur les classes subalternes mais aussi sur son aptitude à obtenir un certain consensus. Ce consensus qui permet la constitution d’un “bloc historique” est produit à la fois par l’idéologie et par les rapports sociaux. En ce sens, le bloc historique est l’union réalisée des structures et des superstructures.

La vision de l’État qui en découle en est modifiée. L’État n’est pas seulement un outil de coercition aux mains de la classe dominante, selon l’interprétation marxiste courante ; ni seulement un appareil idéologique de domination. Il joue aussi un rôle d’organisation de la société civile. Sa fonction est donc complexe et pour une part contradictoire. L’État est un appareil global d’hégémonie qui doit concourir à organiser un compromis entre classes et couches sociales.

Gramsci insiste à plusieurs reprises sur le fait que pour rendre le consensus possible, il faut que la classe dominante consente certaines concessions aux subalternes (dans la limite de ses intérêts). Et cela vaut sous le capitalisme comme pour l’ordre nouveau socialiste. Ainsi, au moment du débat interne au parti soviétique, à la fin des années vingt, suite à la NEP (nouvelle politique économique) et aux prises de position de Trotski, Zinoviev et Kamenev, dans la *Lettre au comité central du PCUS (Parti communiste d’Union soviétique) sur la situation au sein du parti bolchevik*¹, il écrit : « *La classe dominante, pour assurer son hégémonie, doit faire certains sacrifices dans ses intérêts corporatifs.* »². Et il y revient dans plusieurs textes.

Appliquée à la situation française, cette grille d’analyse n’est pas sans intérêt. On peut en effet considérer qu’au lende-

main de la Seconde guerre mondiale s’était formé un “compromis historique”, marqué par le maintien des rapports de production capitalistes, mais avec des avancées sociales, sur la lancée du programme du Conseil national de la Résistance, telles la Sécurité sociale et les nationalisations ou le rôle des comités d’entreprise. Ce compromis a été conforté au plan « *économico corporatif* », comme dirait Gramsci, par la croissance et l’élévation du niveau de vie des trente glorieuses et, au plan “éthico politique”, par le gaullisme et l’isolement des communistes consécutif à la guerre froide et au stalinisme.



Les choses commencent à changer avec le tournant néo-libéral des années quatre-vingts.

Dans leur ouvrage, *La Grande Bifurcation*, Gérard Duménil et Dominique Lévy³ considèrent que le bloc historique caractéristique du néo-libéralisme (en Europe comme aux États-Unis) repose sur l’alliance entre la classe capitaliste et la classe des cadres, particulièrement des cadres financiers, qui acceptent la domination des actionnaires sur les gestionnaires, en échange de certaines compensations, notamment salariales.

Leur conception de la répartition de la société en trois classes, capitalistes possesseurs des moyens de production, salariés privés de ces moyens et cadres qui ont une fonction d’organisation et participent à l’extraction et à la réalisation de la plus plus-value, peut sans doute être discutée. ●●●

1. PCUS : Parti communiste d’Union soviétique
 2. Antonio Gramsci, *Textes choisis*, choix établi et présenté par André Tosel, Le Temps des Cerises, 2014.

3. Gérard Duménil et Dominique Lévy, *La Grande Bifurcation*, La Découverte, 2014.

●●● Mais le développement massif des catégories de cadres est un fait indéniable. L'ouvrage de Jean-Claude et Quyn Delaunay⁴ en rend compte avec précision. Il est lié à la tendance à la socialisation et à la part croissante du travail intellectuel.

Toute la vie politique (mais aussi la culture, l'idéologie, le mode de vie) de la France post-68 a ainsi été marquée par l'émergence et la "prise de pouvoir symbolique" des couches moyennes, qu'incarne en particulier la montée du PS.

Michel Clouscard, dans plusieurs de ses ouvrages, a analysé cette transformation « *libérale-libertaire* », à la fois économique, sociologique et intellectuelle qui a procédé à la valorisation du « *capitalisme de la séduction* », de l'individu consommateur, en refoulant toujours le producteur⁵.

Le fait nouveau est que la politique d'austérité remet en cause les bases de ce compromis et menace d'effondrement ce bloc historique qui s'est constitué au fil des trente dernières décennies.

Dans les pays du Sud, la violence de l'austérité ouvre visiblement une porte à des solutions alternatives, de gauche. Dans les pays du Nord, moins touchés, prévaut pour l'instant du moins, la réaction de droite et d'extrême droite du "petit blanc" qui sent sa situation menacée par la montée de la misère en provenance du Sud...

Il est grand temps de travailler à la formation d'un nouveau bloc historique rassemblant cadres et producteurs. Potentiellement, dans un pays qui compte plus de 80 % de salariés, ce rassemblement peut être très majoritaire. Le PCF en avait esquissé les contours quand il parlait d'Union du peuple de France, ne laissant en dehors que la mince couche directement liée au capital financier. Puis cette stratégie a été en pratique abandonnée, en même temps qu'était abandonnée toute référence à une analyse de classe de la société.

Aujourd'hui, avancer dans la constitution d'un nouveau bloc historique suppose prioritairement d'être capable d'énoncer une plate-forme anti-austérité, reposant sur la souveraineté

populaire, pour renouer avec le progrès social tout en faisant largement place à l'efficience dans la gestion et à de nouveaux critères économiques. La formulation populaire du programme est essentielle.

Gramsci a dit qu'il avait emprunté la notion de "bloc historique" à Georges Sorel, le penseur du syndicalisme révolutionnaire dont les *Réflexions sur la violence* avaient été traduites en italien avec une préface de Benedetto Croce. Quand il évoque cette source, il est en prison et n'a pas sous la main le texte original. En fait, il semble qu'on ne trouve nulle part chez Sorel, formulé tel que, le concept de bloc historique. Mais on peut comprendre pourquoi Gramsci pense l'y avoir trouvé. Sorel, qui fut l'un des introducteurs du marxisme en France, insistait sur le rôle du mythe dans l'histoire, et il opposait mythe et utopie. C'est un penseur romantique qui fait leur part au sentiment et à la passion dans l'histoire.

Gramsci aussi. Pour lui, pas de formation d'une nouvelle hégémonie sans « *réforme culturelle et morale* ». D'où la fonction qu'il attribue aux intellectuels « *organiques* », c'est à dire liés à leur classe d'adoption, au peuple. Ce qu'il dit de ce point n'est pas sans résonances pour aujourd'hui : « *L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'on peut savoir sans comprendre et surtout sans être passionné (non seulement du savoir mais de l'objet du savoir), c'est à dire croire que l'intellectuel peut être un intellectuel véritable (et pas seulement un pédant) s'il est distinct ou détaché du peuple-nation, s'il ne sent pas les passions élémentaires du peuple ; les comprenant et les justifiant dans la situation historique déterminée, en les rattachant dialectiquement aux lois de l'histoire, à une conception du monde supérieure, élaborée suivant une méthode scientifique et cohérente, le "savoir" ; on ne fait pas de politique-histoire sans cette passion, c'est-à-dire sans cette connexion sentimentale entre intellectuels et peuple-nation.* »⁶



● Patricia Latour et Francis Combes

4. Jean-Claude et Quyn Delaunay, *Lire le capitalisme contemporain*, le Temps des Cerises.

5. Michel Clouscard, *Les métamorphoses de la Lutte des classes*, le Temps des Cerises, *Le capitalisme de la séduction*, et autres titres, éditions Delga.

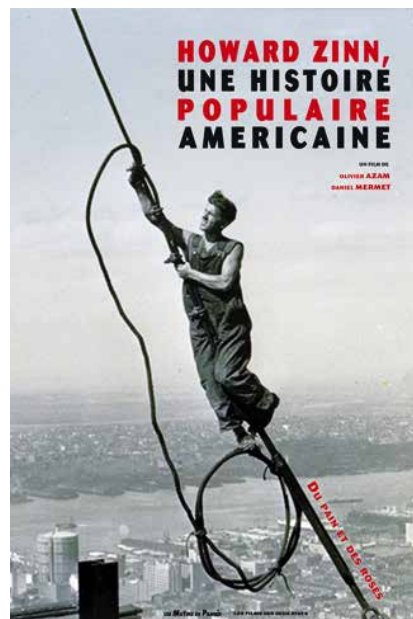
6. Antonio Gramsci, o.c.

Image de la semaine

Amérique, l'autre Histoire

Réalisé par les Mutins de Pangé, au cinéma dès le 25 mars et à voir et revoir en DVD, un prolongement de l'oeuvre de Howard Zinn. À ne pas manquer.

Plus dans "Rencontres/À lire, à voir" sur www.communistesunitaires.net



● **Contre l'islamophobie.** Environ 650 personnes ont participé vendredi 6 mars à un meeting contre l'islamophobie à Saint-Denis (93). Cette initiative avait été précédée d'une polémique alimentée notamment par Caroline Fourest opposant sa tenue d'une part à la lutte contre tous les racismes, d'autre part à la lutte contre l'antisémitisme. Celle-ci dénonçait aussi le soutien apporté au meeting par des organisations réputées pour leurs positions problématiques, par exemple sur les droits des femmes ou des homosexuels, telle l'UOIF. Pour notre part, nous saluons ce meeting, dont le contenu a largement montré ceci : il y a une spécificité de la politique de l'État vis-à-vis des Musulmans, qui sont visés par des lois spécifiques (de nombreuses interventions ont témoigné des réalités concrètes de la discrimination) ; il n'y a pas opposition mais convergences entre lutte contre l'islamophobie et lutte contre tous les racismes, parmi lesquels l'antisémitisme. Lors de ce meeting, la condamnation des attentats a été forte et consensuelle. Il s'agissait notamment de dénoncer l'orientation sécuritaire des politiques publiques et de porter les exigences de politiques égalitaires, seules capables de rompre avec la ghettoïsation des quartiers populaires et la dérive de certains parmi les populations abandonnées. Ce premier pas en appelle d'autres, à la fois contre l'islamophobie et pour encourager une dynamique antiraciste globale. Dans une telle dynamique, à nous de faire qu'il y ait convergences entre les luttes d'émancipation.

● **Voyoucratie.** Ceux qui comptent sur le Front national pour "redresser le pays" (comme le répète sans cesse et sans honte François Hollande) devraient lire de près les articles de presse sur le détournement de fonds européens auquel le FN se livre. En effet, une vingtaine de collaborateurs des députés européens du FN sont tout bonnement utilisés pour faire tourner la boutique lepéniste, au lieu de se consacrer à soutenir l'exercice du mandat de leurs élus de rattachement. Le Parlement européen vient de saisir l'Office de lutte antifraude – le détournement représenterait 7,5 millions d'euros de pertes pour l'Assemblée de l'UE. Marine Le Pen, "mains propres, tête haute" comme son père ?

● **Mise en commun.** Un nouveau blog s'est créé, **Syndicollectif**, qui « s'inscrit dans le prolongement de la parution de l'ouvrage Nouveau siècle, nouveau syndicalisme aux éditions Syllepse. Son nom est un clin d'œil à la revue Collectif qui, pendant dix ans (1986-1996), unissait dans une réflexion commune des syndicalistes CGT, CFDT, FO, FEN puis FSU, SUD et Groupe des dix puis Solidaires, ainsi que des chercheurs et universitaires. » Ce site se veut « utile aux équipes syndicales de toutes appartenances, afin de dialoguer, partager des idées, s'imprégner des cultures militantes diverses, dépasser les frontières d'organisation ». Il peut aussi être l'outil de tous celles et ceux qui, par la nécessaire confrontation des idées et expériences, visent la convergence des forces pour une réelle transformation alternative de la société. Plus sur : <https://syndicollectif.wordpress.com/>

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

